



## VIOLENCES FAITES AUX FEMMES Bordeaux à ses refuges

Marie-Christine Renaudeau, gérante de la boulangerie « Le pain de la Renaissance », est aussi l'alliée des femmes battues.

**Comment les Bordelaises se sentent-elles dans leur ville ? À l'occasion de la Journée de lutte contre les violences faites aux femmes, « Imprimatur » retrace leur quotidien et rencontre celles et ceux qui s'engagent à leurs côtés.**

Imaginons une femme habitant à Bordeaux. Appelons-la Leïla. Elle se lève, se prépare et sort de chez elle. Ce simple geste l'expose à des risques de violences sexistes et sexuelles. Selon une étude de l'Ifop datant de 2018, 86 % des Françaises ont subi au moins une forme d'atteinte ou d'agression sexuelle dans la rue. Premier arrêt : la boulangerie. Leïla entre au « Pain de la Renaissance ». Derrière le comptoir, Marie-Christine Renaudeau fait bien plus que vendre des pâtisseries. Elle est un soutien pour les femmes battues, dans un lieu devenu refuge pour celles qui souhaitent se confier. « Ici, les femmes se sentent en sécurité. Je les conseille et les oriente vers la maison d'Elle si elles le souhaitent. » Ancienne femme battue, elle a monté cette boulangerie il y a deux ans, car elle « aurait aimé qu'on fasse la même chose » pour elle. Elle a même créé un pain spécial pour lutter contre les violences faites aux femmes. Grâce aux recettes qu'il génère, elle finance des boutons d'appel d'urgence permettant aux femmes qui les portent d'alerter des proches en cas de danger. Muni

d'un enregistreur audio, le dispositif est utile pour constituer une preuve lors d'un dépôt de plainte. La boulangerie reçoit entre cinq et dix femmes victimes de violences par jour. En France, 102 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, d'après #NousToutes.

### Nom de code : « Masque 19 »

Un peu plus loin, dans le tramway bondé, Leïla évite les regards insistants. Selon une étude de la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports, neuf femmes sur dix sont victimes de harcèlement dans les transports en commun. Leïla descend Place de la Bourse. Direction la pharmacie. Pendant le confinement, le ministère de l'Intérieur a mis en place un dispositif pour venir en aide aux femmes battues. Un nom de code, transmis à toutes les officines : « Masque 19 ». Yannick de la « Pharmacie François » doute cependant de l'efficacité du système : « Je ne suis pas certain que les femmes soient au courant ». Il n'a en effet jusqu'alors jamais été confronté à une telle situation

mais garde en tête le dispositif si le besoin se présente.

### « Où est Angela ? »

Après le travail, Leïla se dirige seule vers un bar du centre-ville. Alors que d'autres femmes s'imposent un « couvre-feu virtuel » et renoncent à sortir par peur d'être agressées, ce soir-là, Leïla arbore fièrement sa mini-jupe. En cas d'ennuis, elle se dit qu'elle peut compter sur « Demandez-Angela ». Mis en place à Bordeaux depuis la mi-juin, le dispositif entend lutter contre l'insécurité, particulièrement la nuit. Il est appliqué par exemple au « Grizzly Pub », place de la Victoire. Cyrille Jaber, conseiller municipal et gérant du bar, est à l'initiative de la démarche. Si Leïla se sent en danger, elle pourra se diriger vers un membre du personnel formé et prononcer la phrase « Où est Angela ? ». Il la conduira alors dans un lieu sécurisé avant d'appeler, si besoin, la police municipale. L' élu reconnaît cependant une faiblesse au dispositif : « Je ne pense pas que tout le monde sait qu'il existe, malgré la communication entamée sur les réseaux sociaux ». Pour



Cyrille Jaber, conseiller municipal à Bordeaux, est à l'initiative de « Demandez Angela ».

L'heure, dans ce bar, aucun problème n'a été reporté.

### La non-mixité pour plus de sécurité

Il est 20 heures, Leïla rejoint la manifestation en non-mixité organisée par les militantes de l'association « Ovaire et contre tout ». Ce rassemblement compte bien secouer les rues de Bordeaux. Interdit aux hommes cis-génères, il offre aux femmes un espace refuge pour exprimer leurs revendications. C'est seulement en non-mixité que Leïla se sent assez confiante pour aller en manifestation. 23 heures. Elle rentre chez elle, spray au poivre dans le sac. Sur le chemin du retour, elle se surprend à rêver de ce futur où les femmes n'auront plus besoin de lieux spécifiques pour être en sécurité.

Fanny Baye @bayefanny

Salomé Chergui @salome\_chergui

## ET AUSSI

**AU MUSÉUM, LES BORDELAIS EXPOSENT LEUR VISION DE LA NATURE**

**VÉLO : LA MÉTROPOLE PASSE LA TROISIÈME**

**SAGES-FEMMES : UN ACCORD QUI DIVISE**

## EN BREF

### Accusé de viol, Nicolas Hulot quitte la vie publique

Nicolas Hulot a annoncé son retrait définitif de la vie publique hier, à la veille de la diffusion d'une enquête d'« Envoyé Spécial » dans laquelle il est accusé d'agressions sexuelles et de viol. Interrogé sur BFMTV, il nie les faits.

### Protection accrue pour les femmes en situation irrégulière

Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, a annoncé mardi une meilleure protection pour les femmes en situation irrégulière et victimes de violences conjugales ou sexuelles. Une régularisation est envisageable pour les encourager à déposer plainte.

### Les femmes handicapées surexposées aux violences

Une femme handicapée sur deux est victime de violences sexuelles. L'enquête menée par l'Observatoire régional des violences sexuelles et sexistes sera présentée aujourd'hui au Sénat. Publiée mardi par « Sud Ouest », l'étude a été effectuée auprès de 211 femmes en Nouvelle-Aquitaine en janvier 2021.

## #MeTooPolitique

# « Les choses évoluent, mais on part de loin »

**Seule élue girondine à avoir signé dans « Le Monde » la tribune sur les violences, la conseillère départementale Céline Goeurly (PS) revient sur la lente prise de conscience du milieu politique français.**



« Pour que le féminisme soit pleinement considéré dans la campagne présidentielle, il faut que les candidats soient convaincus de son importance. »

« Imprimatur » : À l'échelle nationale, il y a finalement peu d'élues signataires de cette tribune. Vous êtes la seule du département. Comment expliquez-vous cela ?

**Céline Goeurly :** Pour les femmes victimes, ce n'est pas évident. C'est difficile d'assumer une agression en se présentant à des élections, en siégeant dans une assemblée et parfois en faisant face à son agresseur toute la journée. Certaines n'ont peut-être pas osé.

**Vous avez été vous-même victime d'agression dans votre jeune carrière politique ?**

Oui, j'ai été agressée par un élu local de mon secteur. C'était avant le lancement du mouvement #MeToo. Je travaillais dans un réseau de femmes en politique, donc j'étais très bien entourée. Mais on m'a dit que si je voulais continuer en politique, il fallait que je m'y habitue. Et si la première agression est violente, les autres le sont tout autant. À l'époque, je me suis dit que cette personne avait raison. Aujourd'hui, je n'aurais pas eu la même réaction et cette personne les mêmes propos. Les choses évoluent, mais on part de loin.

**L'omerta sur ces agressions est-elle plus forte au niveau local ?**

C'est possible. Les candidats se serrent les coudes dans des élections, dans des représentations. Ces tractations jouent en défaveur des dénonciations d'actes inacceptables. Les victimes qui voient leur agresseur enchaîner les mandats années après années ont le sentiment que l'impunité règne. Il est également probable qu'une femme victime d'agression pendant son mandat ne se

représente pas ensuite et ne s'installe donc pas durablement en politique. À terme, les femmes sont donc moins présentes dans les hautes instances comme l'Assemblée nationale ou le Sénat. C'est aussi ça qui se joue à l'échelle nationale.

**Malgré tout, la sororité en politique est-elle de plus en plus forte ?**

Oui, je pense. J'ai travaillé pour un réseau de femmes en politique, mais cette solidarité n'est pas encore régulière. Je pense que la sororité fonctionne quand l'enjeu de l'investiture n'est pas central. En temps d'élection, c'est plus difficile.

**Quelles sont vos propositions concrètes pour lutter contre ces violences ?**

Déjà, que les partis qui se disent pour beaucoup féministes, assument et prennent leurs responsabilités en bloquant les hommes ou femmes accusés d'agression. On connaît très bien les agissements de certains, mais les partis les laissent agir.

Propos recueillis par

Roman Bouquet Littre @RomanBouquet

## Victimes : se faire aider



### QUI APPELER ?

**17**

Forces de l'ordre

**114**

SMS aux forces de l'ordre

**3619**

Violences femmes info

**115**

Hébergement d'urgence

**119**

Enfance en danger



### SUR LE WEB

**arrêtonslesviolences.gouv**

Signalement en ligne

**commentonsaime.fr**

Jeunes femmes et LGBTQI+

Tchat anonyme, sécurisé et gratuit avec des expertes

### QUI RENCONTRER À BORDEAUX ?

#### POINT INFO FEMMES

Centre commercial Mériadeck du lundi au vendredi 9h/13h

#### MAISON DES FEMMES

27 cours Alsace Lorraine 05 56 51 30 95

Permanences d'écoute et soutien juridique adapté

#### APAFED

Association pour l'accueil des femmes en difficulté 05 56 40 93 66

Groupes de parole et soutien psychologique

#### LA MAISON DE SIMONE

Place de l'Horloge à Pessac 05 56 40 93 66

Accompagnement physique, hébergement et accompagnement au logement autonome





# Bordelais, collectionneurs par nature

**Au Muséum de Bordeaux, la nouvelle exposition temporaire vient d'ouvrir ses portes. Elle invite les Bordelais à questionner la place de la nature et le rôle des collectionneurs. « Collectionner la nature ? » a également vocation à mettre le public à contribution.**

Pour sa nouvelle exposition temporaire, le Muséum de Bordeaux a décidé d'en appeler à la sensibilité de ses visiteurs. « Collectionner la nature ? » fait le choix d'une démarche participative, en deux temps. La première phase qui a eu lieu de mars à mai 2021 a permis de récolter 536 photographies de nature auprès de 73 photographes. De tout âge, amateurs ou professionnels, ils ont envoyé leurs plus beaux clichés. La directrice, Nathalie Mémoire, explique cette démarche : « On a fait le choix de la photographie car c'est une discipline qui

n'a pas d'impact sur l'environnement. Elle permet de regarder autour de soi de manière très précise et de partager son regard sur la nature. »

## En famille

Plongé dans le diaporama qui présente cette collection de clichés, Matéo, 13 ans, fait partie des cinq contributeurs-juniors de l'exposition. « Je suis passionné par la photographie, par la nature. Certaines de mes photos sont exposées, ça me fait plaisir ! Je suis content que les visiteurs puissent les voir » s'enthousiasme le jeune homme qui confie que cette

passion lui a été transmise par son grand-père. À ses côtés Henry, 72 ans, confirme, « c'est une fierté de venir au Muséum avec mon petit-fils et de voir ses photos et les miennes exposées. »

Non loin de là, une vitrine vide qui se remplira au fil des semaines en fonction des choix du public. En face, une autre où sont exposés deux rapaces naturalisés : un busard des roseaux et un élan blanc. Ce sont les visiteurs qui lors de duels éliront parmi 42 spécimens ceux qui représentent le mieux la région. Alain, 46 ans, bulletin en main, salue le concept : « Je trouve que c'est une démarche très intéressante de faire participer les visiteurs. Je suis content de pouvoir voter pour l'espèce que j'aimerais voir exposée. » Pour lui ce sera l'élan blanc !

## « Le vivant est très fragile »

Cette exposition est aussi l'occasion de mettre en avant le rôle des collectionneurs dans la préservation de la nature. Dimitri Boutleux, adjoint au maire chargé de la création et des expressions culturelles insiste : « C'est bien de rappeler que les choses ne sont pas infinies et que le vivant est très fragile. » Fragile comme la collection de coquillages de Janine Brygoo-Beauché. Cette donatrice à légué 6 500 spécimens au Muséum. Sa fille présente à l'inauguration s'émerveille : « Pour moi cette exposition est un hommage à toutes ces personnes qui ont mis leur passion au service de la nature. »

Samuel Cardon



© Samuel Cardon

Alain vote pour le spécimen qu'il veut voir dans la vitrine « choix du public ».



© Samuel Cardon

Bois et verre, l'exposition mise sur un style naturel et épuré.

## COLLECTIONNER LA NATURE ?

Une exposition grand public à découvrir du 24/11/2021 au 04/09/2022 au Muséum de Bordeaux.  
5 place Bardineau - 33000 Bordeaux.

Tram :  
B - arrêt Quinconces  
C - arrêt Jardin public  
D - arrêt Fondaudège Muséum

Ouvert de 10 h 30 à 17 h 30 du mardi au dimanche (fermé lundi et jours fériés).

Plein tarif : 7 € - Tarif réduit : 4 €  
Tarif jeunes (6-18 ans) : 3 €  
Le Muséum de Bordeaux est gratuit pour tous les visiteurs le 1<sup>er</sup> dimanche du mois (hors juillet et août).

Renseignements au 05 24 57 65 30 ou sur [www.museum-bordeaux.fr](http://www.museum-bordeaux.fr)

# SANTÉ Sages-femmes : accord, pas d'accord

**Lundi, un accord majoritaire a été signé entre les syndicats représentant les sages-femmes et le gouvernement. Pourtant, l'Organisation nationale syndicale des sages-femmes réitère son appel à un « week-end noir » du 26 au 29 novembre.**

Virginie Gossez est en colère. Cette déléguée syndicale des sages-femmes de la maternité des Bluets à Paris estime que l'accord conclu par « certains » syndicats et le gouvernement sur la reconnaissance et la revalorisation salariale de la profession n'a rien de satisfaisant. Si elle salue l'augmentation des salaires, gagnée de haute lutte, elle trouve que les mesures adoptées ne s'attaquent pas au problème de fond.

## « Le souci fondamental, ce sont les effectifs »

Comme l'Organisation nationale syndicale des sages-femmes (ONSSF), Virginie Gossez défend la révision des décrets de périnatalités de 1998, qui fixent les effectifs de sages-femmes par accouchement. À l'image de l'organisation syndicale, elle souhaiterait que toutes les maternités disposent d'une sage-femme pour chaque accouchement. « Il y a une quarantaine de sages-femmes aux Bluets, et plus de 3 000 accouchements à l'année. La semaine dernière, un bébé est décédé. Ce matin-là, mes consœurs avaient chacune deux femmes à assister. C'est énorme. Cette situation n'est pas réservée aux Bluets. C'est partout pareil. »

Luc Farré, Secrétaire général de l'Union nationale des syndicats autonomes (Unsa), est signataire de l'accord fixé avec le gouvernement : il se réjouit de ce « premier pas ». Le plan prévoit un investissement de 100 millions d'euros en 2022 pour financer les différentes mesures (voir encadré). Parmi elles, l'ajout d'une année d'étude au cursus des sages-femmes. Pour l'Unsa, cela pourrait faciliter les embauches et résoudre en partie le

problème d'effectif. Virginie Gossez n'est pas de cet avis : « Les directrices d'écoles nous disent qu'il n'y a pas assez d'élèves: je ne pense pas qu'en ajoutant une année on en aura davantage. »

## Une mobilisation qui s'essouffle

L'ONSSF et la CGT ont prévu de maintenir un nouveau « week-end noir » de mobilisation, même si le mouvement a perdu quelques soutiens en route. La CFDT s'abstient, et l'Unsa préfère se retirer : « À l'Unsa on considère qu'en 2021, on a obtenu ce qu'on pouvait. Le jusqu'au-boutisme n'apporte rien, la violence non plus. » affirme Luc Farré.

Du côté des sages-femmes de la maternité des Bluets, le mouvement s'essouffle.

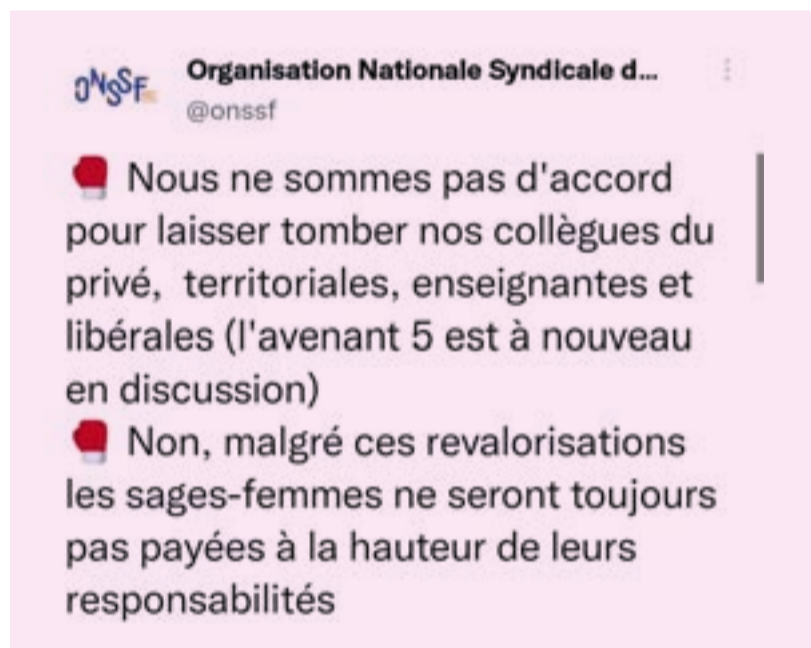
« C'est compliqué de tenir : c'est fatiguant, il faut se mobiliser, et notre travail est dur. Et puis ce week-end on ne peut pas : on est réquisitionnées », soupire Virginie Gossez. L'accord aura-t-il raison du cordon syndical ? Réponse demain.

Aude Cazorla @cazorla\_aude

## DEUX MESURES PHARES DE L'ACCORD « SAGES-FEMMES » 22.11.2021

Revalorisation à hauteur de 500 euros maximum nets mensuels par sage-femme hospitalière.

Création d'une 6<sup>e</sup> année de formation en maïeutique.



L'ONSSF rejette l'accord entre les syndicats et le gouvernement dans un tweet d'appel au rassemblement.

# MOBILITÉ Un nouvel élan pour le vélo

**Demain, les élus voteront le troisième plan vélo dans le cadre du huitième Conseil métropolitain de l'année. L'association Vélo-Cité dresse le bilan des actions précédentes et présente ses ambitions.**

« Nous sommes satisfaits du second plan vélo », indique Benoît Gilliot, coordinateur de Vélo-Cité, ravi des actions de la Métropole sur les précédents plans. Entre 2017 et 2021, l'association a constaté une augmentation notable du nombre de cyclistes. Côté aménagements, s'il existe encore des installations aberrantes comme des pistes cyclables se terminant sur des ronds-points ou des embranchements, de nombreuses infrastructures respectent aujourd'hui les règles de sécurité. Quant à la place quotidienne du vélo, « on pense être à 10 % de parts modales », affirme Benoît Gilliot. Un excellent résultat, bien que l'objectif initial de 15 % n'a pas été atteint.

## Des changements nécessaires

Depuis 2018, quatre Maisons du vélo

ont été inaugurées et des raccourcis vélos – des sens interdits aux voitures mais autorisés aux cyclistes – ont permis de gagner un temps précieux. Au niveau des arceaux de stationnement, « il y avait un manque » souligne Benoît Gilliot, mais la Métropole avance sur les bicycletteries, des parkings en sous-sol de 150 véhicules en plein centre-ville. Reste un point noir pour l'association : les vélos en libre-service. « La ville a été pionnière en installant des VCub mais ce dispositif est à bout de souffle. Les vélos sont dépassés, abîmés et l'usage est en train de baisser. Avec le renouvellement de la société de transports en commun, nous espérons qu'ils soient remis à niveau. » La nouvelle entreprise devra prendre en compte le service : locations, VCub, maisons du vélo...

Vélo-Cité espère jouer un rôle très important dans le cadre du nouveau

plan. Beaucoup de leurs idées ont été retenues par Isabelle Rami, élue à Bordeaux Métropole déléguée aux mobilités alternatives.

## Un engagement plus conséquent

« Le budget est très conséquent. Il y a de l'ambition » réagit Benoît Gilliot, satisfait des annonces faites en septembre par Alain Anziani, président de Bordeaux Métropole. L'avancée qui va « changer la donne » est un fonctionnement en réseau. Les nouvelles pistes cyclables seront des lignes connectées entre elles. « Nous avons prévu 15 lignes. 12 lignes radiales, et trois lignes périphériques [...] Ce sera le Réseau Express Vélo ». Avec ce plan, la métropole adopte pour les vélos, une logique comparable à celle du tramway. Elle prévoit des pistes larges, de deux mètres par sens, et prioritaires à



Le Réseau Express Vélo initié par Vélo-Cité devrait être présenté au Conseil métropolitain demain et est déjà disponible sur le site de l'association.

la majorité des croisements. De son côté, François Halary, directeur de l'Automobile club du Sud-Ouest, espère que la Métropole respectera les différents modes de déplacements de ses citoyens. « Le tout vélo ne doit pas devenir du tout exclusion. Ici, je pense aux personnes à mobilités réduites, essentiellement les personnes âgées. »

Benoît Gilliot voit, lui, l'avenir des voitures en périphérie de Bordeaux. « Le tout voiture ne marchait pas. Il est totalement inefficace d'en mettre dans les anciens centres-villes. Les seuls moyens qui fonctionnent sont les transports en commun, la marche et le vélo. »

Hugo Bouqueau @HugoBouqueau